



Monsieur le Président,

Le Ministre de l'Économie vient d'annoncer que l'État doit faire 10 milliards d'euros d'économie en 2024. Ces dix milliards s'ajoutent aux 16 milliards de coupe déjà opérés au budget 2024.

Alors que l'inflation, notamment dans le domaine de l'alimentation, est toujours présente, tout le monde va devoir se serrer la ceinture et tous les ministères sont concernés.

Une nouvelle fois, les politiques et services publics vont devoir passer à la caisse ...

Cette austérité budgétaire impactera forcément les négociations en cours dans la fonction publique, au Ministère et dans les directions générales.

10 milliards de coupe constituent une nouvelle attaque contre la Fonction Publique dont les plus de 5 millions d'agents subissent déjà une politique d'austérité ravageuse et une dégradation continue des conditions de travail.

Alors que l'inflation globale sur les deux dernières années est de plus de 10 % et de 19 % sur l'alimentation, la secrétaire générale des Ministères Économiques et Financiers se félicite d'un budget dédié à la politique ministérielle d'action sociale qui ne fait que se maintenir.

Dans la note du 24/01/2024, la secrétaire générale s'enorgueillit d'une hausse du budget de l'action sociale alors que cette augmentation du budget n'est que de 1 %.

S'agissant du CDAS local en Seine-Maritime, nous notons la présence du délégué régional lors de cette re convocation du CDAS.

Il est regrettable que les organisations syndicales en soient venues à boycotter le CDAS prévu initialement le 14 mars 2024 pour que le délégué régional nous fasse l'honneur de sa présence.

Il est pour nous inconcevable qu'un délégué de l'action sociale ne soit jamais présent aux instances qui font vivre cette instance.

L'intersyndicale souhaiterait savoir si une date est enfin prévue pour une nouvelle journée de formation « Action Sociale », de nombreux représentants des organisations syndicales n'ayant pu assister à la première session, malgré leur demande.

Lors de cette première session de formation, les propos du formateur, délégué régional, a fait clairement comprendre aux agents présents que les représentants des organisations syndicales ne servaient à rien.

Peut-être s'agit-il d'une définition bien personnelle du dialogue social que nous ne pouvons cautionner.

Cela explique pourquoi l'action sociale du 76 fonctionnait harmonieusement jusque-là.

Nous souhaitons que ce fonctionnement harmonieux perdure, dans l'intérêt des agents du 76.

Nous comptons sur vous, Monsieur le délégué régional, Monsieur le Président, pour rétablir un dialogue social apaisé et constructif.

Par ailleurs, même si la secrétaire générale semble confiante dans la note du 24/01/2024, l'intersyndicale s'inquiète des conditions d'acheminement des enfants pour les prochaines colonies de vacances estivales.

L'intersyndicale revendique une action sociale à la hauteur des besoins de toutes et tous, actifs, retraités.